

CONFERENCE DES OING CONF/AG(2022)SYN1

CONFÉRENCE DES OING CONF/AG(2022)OJ2 RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (GA) Projet d'ordre du jour Mardi 5 avril 2022 09.30 - 13.00 14.30 - 16.15

Interprétation anglais/français assurée

Session du matin (09:30 - 13:00)

09:30 - Ouverture de la réunion par le Président de la Conférence des OING (CINGO), Gerhard Ermischer (GE)

Nomination des rapporteurs de la réunion

- Geneviève Laloy -en français
- Ruth Allen - en anglais

Projet d'ordre du jour - pour adoption

Requête : Gilbert Flam (GF) pose la question de non-inclusion de la déclaration sur l'Ukraine. GE explique qu'elle n'est pas incluse selon les règles de l'AG car elle provient d'une OING (pas du comité). Les questions de fond sont à l'ordre du jour.

Adoption de l'ordre du jour : votes en ligne 43 oui, 4 non, 1 abstention. Adopté dans la salle. L'ordre du jour est adopté.

09:45 Introduction et rapport d'activité du président de la CINGO Gerhard Ermischer (GE) et de la Commission permanente

GE souhaite la bienvenue aux membres qui sont présents à Strasbourg et ceux qui sont en ligne. Il introduit le contexte actuel : prédominance à l'ordre du jour de l'invasion de l'Ukraine et des implications pour la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. Cependant, d'autres sujets clés seront rapportés et discutés lors des sessions de l'Assemblée.

Une minute de silence en l'honneur des victimes de la guerre en Ukraine

Présentation des représentants de l'Ukraine au Palais

Réflexion sur les expériences vécues par la population ukrainienne. On remercie les OING qui aident sur le terrain, surveillent l'évolution de la guerre et recueillent des informations sur les violations des droits et les crimes de guerre. Les OING seront nécessaires à l'avenir, pour aider sur le terrain, communiquer la réalité de la guerre et contrer la propagande.

Applaudissements

10:00 Daniel Popescu (DP), Chef du Service des Institutions Démocratiques et de la Gouvernance, Direction Générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Se félicite de l'alignement de la CINGO sur les priorités du CdE : un meilleur alignement du programme de travail de la CINGO sur les priorités du Comité des Ministres peut accroître la reconnaissance et l'influence de la CINGO au sein du CdE. Le Conseil d'experts en droit des OING est très apprécié. Les visites dans les pays ont été réduites, mais elles reprendront bientôt.

Les priorités du Conseil de l'Europe incluent la société civile : le cadre stratégique du Conseil de l'Europe présenté au Comité des ministres inclut la protection des défenseurs des droits de l'homme et la promotion du rôle de la société civile. Le déclin de la démocratie dans de nombreux pays est reconnu et préoccupant. Le dialogue avec la société civile est important - volonté réelle de faire entendre la voix des citoyens. Réunions clés en juin avec le Comité des ministres et au Forum mondial sur la démocratie en novembre.

Exclusion de la Russie du CdE et conséquences : l'exclusion de la Russie signifie l'exclusion des conventions du CdE, y compris la Convention européenne des droits de l'homme. Le droit des Russes de porter plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme prendra fin en septembre 2022. Il y a 18 000 plaintes en suspens émanant de citoyens russes ou liées à la Russie. La Cour vise à assurer le suivi des plaintes existantes. Les implications financières de l'expulsion de la Russie pour le CdE ne sont pas encore connues.

Mise à jour générale du président de la CINGO (GE) :

GE a donné un bref aperçu des actions importantes de la CINGO sur des sujets autres que l'Ukraine depuis la dernière Assemblée générale.

Intervention de la CINGO en Pologne sur la 'Lex Czarnek' : proposition de loi répressive concernant les droits LGBTQ+, les programmes scolaires et le rôle des ONG dans les écoles. Le 2 mars, le gouvernement a décidé de ne pas adopter cette loi. OING a été félicité pour son influence dans ce dossier et reste vigilant quant au retour de la loi.

Implication de la CINGO dans la révision de la Charte sociale : à signaler lors de la session du deuxième jour.

Montée de l'autoritarisme et des forces anti-démocratiques : Une tendance dans de nombreuses nations d'Europe. GE s'est exprimé devant le Comité des ministres sur la nécessité pour le Conseil de l'Europe d'être plus proactif dans la défense de la démocratie, des droits sociaux et de la cohésion. Les ONG ont un rôle clé à jouer dans la lutte contre les fractures sociales par le biais de la société civile.

Questions de l'assemblée :

Deux questions sur le soutien de la position de la CINGO pour les citoyens russes : nécessité d'une solidarité avec les Russes soutenant la démocratie et des liens permanents avec les collègues de la culture et de l'éducation en Russie.

GE répond et confirme la solidarité de la CINGO avec le peuple russe soutenant la démocratie et les droits de l'homme, en attirant l'attention sur les points pertinents de l'ordre du jour. DP confirme que le groupe de rapporteurs du 21 avril 2022 discutera des relations avec les civils russes et les OING.

10:30 Comment assurer le respect des droits économiques et sociaux en temps de guerre et de déclin du multilatéralisme : débat organisé par la commission Action pour les droits sociaux de la Conférence des OING :

Introduction par Karin Lukas - Présidente du Comité européen des droits sociaux

Anna Rurka (AR) - Commission permanente et ancienne présidente de la CINGO : La guerre en Ukraine présente d'énormes défis sociaux, économiques et liés aux traumatismes vécus. Les droits sociaux et le bien-être des migrants dans les pays d'accueil doivent être intégrés. L'aide humanitaire est nécessaire mais pas suffisante. Ceux qui aident les Ukrainiens ont également besoin de soutien pour éviter l'épuisement. Le président et le comité permanent de la CINGO s'engagent à renforcer la solidarité entre les ONG et le soutien sur le terrain en Ukraine et dans les pays d'accueil.

Iryna Maievska Caritas Ukraine : a fait rapport sur le travail humanitaire en Ukraine, le dépistage des besoins en matière de santé et de soins et le soutien aux adultes et aux enfants déplacés et affectés par la guerre. Les pays d'accueil doivent s'assurer que les Ukrainiens peuvent accéder aux services et qu'ils sont préparés et soutenus pour le retour lorsque cela est possible.

Anna Wszelaczynska (ancienne présidente de Soroptomist International) - Pologne. La Pologne connaît une grave pénurie de logements, mais des millions de personnes ont accueilli des réfugiés chez eux. Il y a surpopulation et peu de logements à long terme. La Pologne est une société homogène, mais de nombreux Ukrainiens ont une culture similaire, ils sont donc mieux acceptés que les autres groupes de migrants et peuvent souhaiter rester.

Ludmila - Association ukrainienne de solidarité : Risques notés que les femmes et les enfants soient victimes de trafic et d'abus. Il n'y a pas de liste de ceux qui partent et il existe un risque réel de disparition d'enfants.

Discussion avec les membres

Les ONG jouent un rôle clé dans la diffusion d'informations pertinentes aux réfugiés ukrainiens (par exemple sur la sécurité, les services) dans les pays d'accueil ; la question de la préparation/suffisance des systèmes sociaux dans les pays d'accueil pour répondre aux besoins des Ukrainiens reste posée ; les ONG jouent un rôle clé dans la promotion de la solidarité, de l'entraide et de l'autonomie au sein des communautés, souvent avant les autorités gouvernementales ; il est important de soutenir le gouvernement et les autorités/services ukrainiens pour qu'ils soient résilients pendant et après la guerre et qu'ils envisagent la reconstruction ; il est important d'"aider ceux qui aident".

[Rapport du Comité Action pour les droits sociaux de la Conférence des OING](#) suivi d'un débat sur les questions d'actualité

Principales activités et discussions : organisation de webinaires en mars et juin 2022. Mise à jour du *Social Rights Tracker* en ligne. Implication de la société civile dans la réforme de la Charte sociale. A noter l'événement du 18 octobre 2021 sur la journée internationale pour l'éradication de la pauvreté à Strasbourg et par webinaire (*un événement similaire se tiendra le 17 octobre 2022*).

Président de la CINGO (GE) : Aperçu du processus de retrait de la Russie du Conseil de l'Europe :

En vertu du paragraphe 8 des statuts du CdE, la Russie a été considérée comme ayant violé les valeurs du CdE et a été suspendue du Comité des Ministres et de l'APCE. Elle ne fait plus partie non plus des comités directeurs intergouvernementaux. Selon l'article 8 des statuts du CdE, lorsqu'un pays est sanctionné, il est censé démissionner et se retirer du CdE. Cela ne s'est pas produit. Le Comité des Ministres pouvait alors décider de retirer la Russie et l'a fait sans objection.

Implications pour la CINGO : En tant que conférence d'organisations internationales, nous n'avons pas de membres nationaux. Si une OING est membre en Russie et tombe en dessous du seuil de 5 pays membres de la CINGO, nous pouvons trouver une autre OING pour lui permettre de continuer à être membre. Si une organisation a son siège légal en Russie, ce n'est pas nécessairement un problème car le siège légal de nos OING peut être n'importe où.

Lorsque des organisations de défense des droits de l'homme basées en Russie sont dissoutes par les tribunaux russes (par exemple, Memorial International), elles devront trouver un nouveau siège légal, même si la CINGO ne reconnaît pas le processus légal. Elles peuvent être enregistrées dans différents pays du CdE ou être établies dans la coupole d'une OING déjà existante ou nouvelle.

La CINGO soutient l'amélioration des systèmes de visas humanitaires pour les défenseurs des droits de l'homme russes et leurs familles qui doivent quitter la Russie. Seuls les Pays-Bas et la Norvège délivrent des visas pour le moment et le processus est difficile. Elle demande aux Etats membres du Conseil de l'Europe de l'aider dans ce domaine.

12:00 Présentation de la "Campagne pour le respect des droits en Europe" (CURE) : une campagne visant à renforcer l'efficacité du Conseil de l'Europe.

Nela Larysova, responsable de la campagne CURE - Russie - Introduit les quatre priorités de la CURE :

- Renforcer la Convention européenne des droits de l'homme et son système.
- Assurer le suivi des résolutions et des rapports du Conseil de l'Europe avec la participation de la société civile.
- Élargir la participation de la société civile
- Souhait d'inclure la société civile mais également universitaires et les chercheurs

Harry Hummel : du Comité Helsinki des Pays-Bas. Il a parlé de la collaboration avec les secteurs démocratiques de la société en Russie et en Biélorussie, de la promotion des droits et de la contribution à la démocratie à long terme en Russie.

Anna Maralyan, directrice adjointe du Centre de protection internationale : a parlé de l'importance des moyens futurs pour garantir que la Russie respecte les droits de l'homme maintenant qu'elle n'est plus membre du Conseil de l'Europe et de ses conventions.

Yuri Dzhibladze, membre de l'équipe de la campagne CURE : a parlé de la reconnaissance des citoyens russes et des ONG qui sont contre la guerre et soutiennent les droits de l'homme. Beaucoup quittent la Russie. Beaucoup ont besoin de soutien pour s'exprimer et protester en Russie.

Fin de la session du matin. Pause 13 :00- 14.30

14:30 [Présentation du Comité des droits des migrants](#) sur la situation actuelle :

Intervention d'Andriy Sadovyi, Maire de Lviv, Ukraine - avec traduction en ukrainien

A parlé de l'honneur d'être présent et de la tragédie de la guerre au cours de laquelle des villes entières ont disparu. Aujourd'hui, Lviv accueille plus de 200 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. A exprimé le souhait que les institutions de l'UE aient le courage de prendre position.

Daniel Guery, Président du Comité de la CINGO sur les droits des migrants : Le comité est solidaire de l'Ukraine et des pays environnants. Le comité continue à soutenir d'autres préoccupations prioritaires concernant les migrants et les réfugiés en Europe, y compris ceux qui sont victimes de "Push-Back" et ceux qui traversent la Méditerranée. Le comité s'engage à ce que la CINGO travaille en étroite collaboration avec toutes les parties du CdE.

Leyla Kayacik, Rapporteur spécial du Secrétaire général sur les migrations a noté l'excellente coopération avec le Comité des migrations de la CINGO - un partenaire essentiel. Nous ne devons pas oublier les autres réfugiés en Europe provenant d'autres zones sinistrées tout en répondant à la crise ukrainienne.

La fonction de rapporteur spécial a été créée en 2016 suite à la crise syrienne. Elle a établi une coordination avec d'autres organismes : UNICEF, UE, Afra et autres, et suit les questions relatives aux réfugiés sous l'angle des droits de l'homme. Elle a axé son premier plan d'action sur les enfants migrants et le second sur les personnes vulnérables. Elle promeut les bonnes pratiques pour l'inclusion et les droits des migrants et a adapté ses plans pour répondre à l'Ukraine. Parmi les autres préoccupations actuelles, citons la criminalisation, dans certains pays, des ONG qui œuvrent à la protection des droits des migrants. Les ONG sont essentielles pour transformer le travail du rapporteur spécial et du Conseil de l'Europe en une réalité tangible.

Tatiana Termacic, Chef du Secrétariat de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'APCE, a parlé du rôle vital des OING et de l'alliance avec son travail. Les OING jouent un rôle clé sur le terrain et en tant que chiens de garde. Elle a déclaré que la migration illégale n'existait pas, mais qu'il pouvait y avoir des conflits au niveau légal dans les pays. Elle demande qu'une liste des OING travaillant sur l'intégration des réfugiés et l'identification des personnes disparues soit établie.

Discussion avec les membres : Le système à deux vitesses pour les migrants a été noté, c'est-à-dire qu'il est plus difficile pour les réfugiés syriens et afghans que pour les Ukrainiens. Il est nécessaire d'élaborer des parcours plus équitables pour tous les réfugiés.

Représentants de la société civile d'Ukraine et intervention d'Andriy Sadovyi, Maire de Lviv, Ukraine - avec traduction en ukrainien

Introduit par Beata Zwierzyńska, Commission permanente de OING

L'Assemblée a entendu les expériences et les témoignages de locuteurs ukrainiens en Ukraine et en Pologne.

Olga - Chercheur dans le domaine pénal. Travaille au Ministère de la Science et de l'Education, Kyiv a parlé des nombreuses victimes de la guerre. 40 % de ses étudiants ont été touchés, beaucoup ont été tués, déplacés ou portés disparus.

Alexander - Chercheur à l'école polytechnique de Lviv, qui offre une zone de soutien aux personnes fuyant les lignes de front de la guerre. L'université aide les étudiants et les universitaires déplacés, mais a besoin de plus d'aide en dehors de l'Ukraine.

Anna - Réfugiée ukrainienne. Elle a fui sa ville avec son fils et sa mère et nous raconte son voyage vers la Pologne et le traumatisme de la guerre. Elle souligne l'importance des sanctions pour aider à mettre fin au conflit.

Discussion avec les membres : Importance des OING médicales et juridiques, soutien nécessaire aux réfugiés LGBTQ+ et prise en compte des besoins des migrants au niveau local et communautaire. Le sort des enfants est une préoccupation majeure, beaucoup étant séparés d'un ou des deux parents ; risque de trafic et d'exploitation des enfants et des femmes. Importance du soutien aux bénévoles, aux professionnels de l'aide et aux militants de la société civile. Le membre bélarusse souligne la nécessité de lutter contre la propagande russe et de réfléchir à la manière de soutenir la reconstruction de l'Ukraine. Nous devons exploiter ce que les OING peuvent faire pour la situation ukrainienne et ne pas oublier que cela s'applique à tous les réfugiés et migrants.

16.15 Fin de la réunion du premier jour de l'Assemblée Générale